

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article1101>



L'eau, un bien précieux...

- Société -



Date de mise en ligne : vendredi 18 mai 2012

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

Du 14 au 17 mars derniers avait lieu à Marseille le 5e Forum Alternatif Mondial de l'Eau (FAME). Bernard Mounier, d'Attac Marseille, coordinateur thématique « accès à l'eau et à l'assainissement »

du FAME, revient sur cet évènement qui a réuni près de 5 000 personnes chaque jour et éclipsé l'autre Forum...

Le Conseil mondial de l'eau (CME) est une association française fondée en 1996 qui a pour objectif de promouvoir les dogmes néolibéraux en matière d'eau (marchandisation, privatisation sous forme de partenariats public-privé, paiement du coût complet de l'eau selon la formule « l'eau paie l'eau »). Il comprend des institutions intergouvernementales, des gouvernements et des autorités nationales et locales, ainsi que des sociétés transnationales comme Veolia. Il organise tous les trois ans un Forum mondial de l'eau.

Ignorant tout bilan de l'échec des prétentions des institutions financières internationales, des réunions intergouvernementales, des agences de l'ONU, des transnationales, à assurer l'accès universel à l'eau et à l'assainissement, son objectif a consisté à faire émerger des solutions permettant le paiement du coût complet de l'eau, même pour les plus pauvres.

Mais leur prétention « totalitaire » a échoué. Ils n'ont même pas réuni la moitié de la fréquentation escomptée. Cependant, le scandale du financement demeure avec 16,6 millions d'euros de subventions publiques venant de la municipalité UMP et du président socialiste de la Communauté urbaine.

Un forum de combat, jeune et féminin : le FAME

Une majorité de femmes et de jeunes affluant des cinq continents a convergé toute la semaine pour rejoindre les 55 ateliers, fruits de plus de 200 contributions discutées depuis un an entre militant-e-s de l'eau. Partout, de façon précise, documentée, avec l'aide d'experts, la dénonciation de la loi du plus fort a été faite dans les rapports entre États, le productivisme, « l'extractivisme » et le capitalisme vert. Le refus de la privatisation de la terre et de l'eau, des partenariats public-privé et des délégations de service public confiées aux multinationales comme Veolia et Suez s'est aussi manifesté.

Aujourd'hui, l'enjeu est de faire respecter le droit humain fondamental à l'eau potable et à l'assainissement reconnu le 28 juillet 2010 par l'Assemblée générale de l'ONU. Cependant, l'étendue de ce droit est minorée par les multinationales et les États et il faut donc constituer un rapport de forces pour lui donner un contenu satisfaisant. Nous exigeons la mise en place d'un système juridique international indépendant, coiffé par un tribunal pénal, qui puisse garantir le droit à l'eau et à l'assainissement. Ce droit doit être effectivement opposable dans le monde entier par toute personne et les crimes contre le droit à l'eau doivent être poursuivis.

En route vers Rio

Les militants, que le FAME a réuni, vont porter cette voix au Forum des peuples de Rio en juin, dont l'objectif est de refuser la marchandisation, la privatisation et la financiarisation de la nature préconisées, sous prétexte d'aider les plus pauvres, par la plupart des participants officiels de la réunion « Rio + 20 » qui se tiendra parallèlement.

Bernard Mounier, ATTAC Marseille